

Un espoir de financement pour le train Brive-Bordeaux

Parce qu'il refuse « de monter les modes de transport les uns contre les autres », le ministre des Transports n'est pas venu en Corrèze parler que de l'aérien. En sous-préfecture de Brive, hier après-midi, Philippe Tabarot a animé une réunion autour des infrastructures ferroviaires, notamment l'axe Brive-Bordeaux. La semaine dernière, des représentants des agglos de Tulle, Brive et Périgueux ont rencontré le Pdg de la SNCF, pour évoquer avec lui la possibilité de moderniser cette liaison, avec un Brive-Bordeaux en 1 h 50.

Un alignement des planètes est peut-être en cours. Avant la réu-

nion, Philippe Tabarot a évoqué le projet de loi qu'il a présenté lors du dernier conseil des ministres : « Il s'agit de sécuriser les investissements dans nos infrastructures de transport, routes, voies navigables et réseau ferré. 2,5 milliards d'euros pourront être prélevés sur les concessions autoroutières. Pour le ferroviaire, cela pourrait faire passer l'enveloppe de travaux de 3 à 4,5 milliards d'euros dès 2028 », hors réseau à grande vitesse. « Ce seront des financements massifs pour les dix à quinze ans qui viennent. »

Pour le ministre des Transports, la ligne Tulle-Brive-Bordeaux pour-

rait faire partie des bénéficiaires. « Nous travaillons avec la Région Nouvelle-Aquitaine, a confirmé Philippe Tabarot. J'ai bon espoir pour le futur. Je sais qu'il y a de très fortes attentes. » De son côté, l'Agglo de Brive, à travers son président Frédéric Soulier, s'est déjà dit prête à participer financièrement au projet, même si elle n'a pas de compétence en matière de transport ferroviaire.

Sur le Polt, « le résultat sera au rendez-vous »

Sur l'axe Paris-Brive-Toulouse (Polt), le ministre a profité de l'occasion pour faire passer un

message : « C'est actuellement le chantier ferroviaire le plus important du pays. Ce sont deux milliards d'euros qui sont investis sur cet axe. 500 millions d'euros ont été mis pour de nouvelles rames, en service à partir de 2027. Je sais que c'est long, mais le résultat sera au rendez-vous ».

Quant à la polémique sur le Bordeaux-Lyon, deux villes qui seront reliées à grande vitesse en 2027 en passant par le sud de Paris, excluant du même coup le Massif central, Philippe Tabarot a voulu clore le débat : « La ligne Bordeaux-Lyon est fermée depuis douze ans, parce que trop peu fré-

quentée, trop largement subventionnée. Cela n'a rien à voir avec ce que propose la SNCF qui met en place une offre à grande vitesse. » Cela n'empêche pas les collectifs d'usagers et de nombreux élus de trouver le parcours scandaleux. « Nous devons proposer des solutions de mobilité pour le Massif central, parce que c'est un territoire qui se sent abandonné, a convenu le ministre. Je suis le défenseur de l'aérien quand il est attaqué, je me bats aussi pour le ferroviaire. Pour un territoire, il faut trouver le mode de transport le plus adapté ». ● **ÉRIC PORTE**